

Paris, le 6 janvier 2023

## NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

**Objet :** HT.5647 - Consultation de la Commission – Révision du règlement n° 1407/2013 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

**Ref. :** Projet de règlement de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

Suite à l'appel à contributions lancé par la Commission européenne le 27 juin 2022 en vue du réexamen du règlement (UE) n° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis (ci-après « le règlement de minimis ») - et auquel les autorités françaises ont répondu par une note en date du 22 juillet 2022 - la Commission a lancé le 15 novembre 2022 une consultation publique sur la révision de ce règlement.

Les autorités françaises souhaitent proposer les modifications suivantes au projet de règlement soumis à la consultation.

**1. Le relèvement du plafond de minimis à 300 000 euros sur une période de trois ans** (au lieu de 275 000 euros proposé par la Commission), **et à 200 000 euros pour le transport de marchandises par route** (au lieu de 137 500 euros), ainsi que le **relèvement des autres seuils** du règlement

La Commission propose d'appliquer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, un plafond de 275 000 € au montant d'aides *de minimis* qu'une entreprise unique pourra recevoir, par Etat membre, sur une période de trois ans. Le relèvement de ce plafond permettrait, selon la Commission, de refléter l'inflation qui a été observée depuis l'entrée en vigueur du règlement, ainsi que son évolution probable attendue au cours de la période de validité du règlement, c'est-à-dire sur la période 2014-2030.

**Les autorités françaises estiment, toutefois, que cette actualisation du seuil de minimis ne traduit pas fidèlement l'inflation observée et anticipée dans l'Union européenne sur la période 2014-2030.** Une analyse fondée sur des données d'Eurostat (observées entre 2014 et 2021, estimées entre 2022 et 2024) et la cible d'inflation de la Banque Centrale européenne (BCE)

à compter de 2025 montre, en effet, qu'en moyenne un taux d'inflation annuel moyen d'environ 2,38 %<sup>1</sup> est estimé sur la période 2014-2030.

Les estimations d'inflation ont, à cet égard, fortement été revues entre juillet (au moment de l'appel à contributions initial sur la révision du règlement) et novembre, puisque comme le souligne la Commission dans sa publication "*Autumn 2022 Economic Forecast : The EU economy at a turning point*" et dans laquelle elle précise : "*Though rapidly declining throughout the year, average inflation is projected to remain high, at 7.0 % in the EU and 6.1% in the euro area – again a very large revision with respect to the 4.6 % and 4.0 % expected respectively for the EU and the euro area only a few months ago*".

Sur la période 2025 – 2030, les taux d'inflation annuels sont fixés au niveau de la nouvelle cible d'inflation de la BCE à moyen terme, 2%. Alors que depuis 2003, la BCE avait un objectif d'inflation « inférieur à, mais proche de 2% », la nouvelle cible claire et symétrique définie en juillet 2021 renforce la protection contre les risques de déflation. Le scénario retenu de 2% sur la période 2025 – 2030 d'inflation correspond par ailleurs à un scénario conservateur au regard de la hausse de l'inflation sur la période récente.

**Aussi, une actualisation du seuil de *minimis* selon les modalités prévues par la Commission européenne en considérant la dynamique d'inflation observée et anticipée entre 2014 et 2030 aboutit, à fixer ce seuil à 298 323€<sup>2</sup>. Les autorités françaises considèrent donc qu'une actualisation du seuil de *minimis* de 200 000€ à 300 000 € est aujourd'hui des plus pertinentes.**

Les autorités françaises demandent également **de porter le plafond à 200 000 €** (au lieu de 137 500 € proposé) **pour les entreprises exerçant des activités de transport de marchandises par route pour compte d'autrui.**

**S'agissant des aides sous forme de prêt ou de garantie, les autorités françaises demandent le relèvement des seuils proposés**, en intégrant une hypothèse de coefficient multiplicateur de 1,454 (légèrement en-dessous de l'inflation mesurée et estimée entre 2014 et 2030 mais permettant d'obtenir des seuils plus lisibles) comme suit :

- Pour les prêts qui sont garantis par des sûretés couvrant au moins 50 % de leur montant et qui n'excèdent pas, soit **2 000 000 €** (au lieu de 1 375 000 €) et une durée de cinq ans, soit **1 000 000 €** (au lieu de 687 500 €) et une durée de dix ans ;
- Pour les garanties portant sur des opérations sous-jacentes qui ne constituent pas des prêts :
  - lorsque: i) la garantie n'excède pas 80 % du prêt sous-jacent, ii) le montant garanti n'excède pas **3 000 000 €** (au lieu de 2 062 500 €) et iii) la durée de la garantie n'excède pas cinq ans

---

<sup>1</sup> Sources : Eurostat - Taux d'inflation annuels observés de 2013 à 2021 et Autumn 2022 Economic Forecast prévisions publiées en novembre 2022 des taux d'inflation entre 2022 et 2024.

<sup>2</sup> Les autorités françaises ont appliqué la formule suivante :

$$Seuil^{202} = 200\,000 * (1 + 2,38\%)^{2030-2013}$$

$$Seuil^{2023} = 298323$$

- lorsque: i) la garantie n'excède pas 80 % du prêt sous-jacent, ii) le montant garanti n'excède pas **1 500 000 €** (au lieu de 1 031 250 €) et iii) la durée de la garantie n'excède pas dix ans

## **2. La suppression des dispositions relatives à un registre public obligatoire**

**Les autorités françaises sont opposées à l'obligation de créer un registre obligatoire de transparence.** En effet, alors que les aides de minimis ne sont pas considérées comme des aides d'État car trop faibles pour affecter la concurrence, elles seraient régies par un dispositif de contrôle plus strict encore que des aides versées sur le fondement de régimes exemptés comme le RGEC.

En effet, « les aides de minimis, du fait qu'elles constituent des aides octroyées à des entreprises uniques sur une période donnée et qu'elles n'excèdent pas un montant fixe déterminé, sont considérées comme ne remplissant pas tous les critères établis à l'article 107, paragraphe 1, du traité et comme n'étant pas soumises, de ce fait, à la procédure de notification » (considérant 1, règlement n°1407/2013). Ces aides de faible montant n'affectent pas les échanges entre les États membres et ne faussent pas ou ne menacent pas de fausser la concurrence. Un soutien qui ne répond pas aux quatre critères cumulatifs prévus par l'article 107 TFUE n'est pas soumis aux règles applicables habituellement aux aides d'État, telles que les obligations de transparence.

La mise en place d'un tel dispositif nécessite de surcroît l'engagement de coûts de mise en œuvre élevés, coûts qui seraient disproportionnés au regard du montant des aides considérées. Dans les contextes de contraintes budgétaires et de diminution des ressources humaines que connaissent de nombreux États membres, les autorités françaises considèrent qu'il est préférable de concentrer les moyens sur les risques de distorsion de concurrence les plus importants.

Il est essentiel que les États membres, à l'instar du dispositif actuel, conservent la possibilité de choisir entre d'une part la mise en place d'un registre central ou d'autre part les obligations de notification au bénéficiaire du caractère de minimis de l'aide et d'obtention de la part du bénéficiaire d'une déclaration. Il semble ainsi nécessaire de conserver les souplesses en matière de vérification du respect de ce seuil directement auprès des demandeurs.

**Tout en s'opposant fermement à la mise en place d'un registre obligatoire, les autorités françaises considèrent que la proposition, dans l'hypothèse où celle-ci perdurerait, devrait être modifiée de façon substantielle.**

S'agissant des caractéristiques du registre décrit par la Commission dans son projet de révision, **les autorités françaises estiment que ce registre devrait être mis en place au niveau national par les États membres, qu'il devrait pouvoir être constitué en utilisant des outils préexistants au sein des États membres et qu'il devrait constituer un outil purement interne à leur administration.** Aussi, elles sont opposées à la proposition de la Commission que ce registre soit accessible via un site internet sans aucune restriction. **Elles soulignent, dans ce sens, que les données relatives aux aides sont susceptibles d'être protégées par le secret fiscal et le secret des affaires, ainsi que par les règles de protection des données personnelles** (en particulier s'agissant des entreprises individuelles). Aussi, l'accès à l'information

publiée dans le registre devrait être limité aux autorités nationales responsables de l'octroi des aides.

Concernant, enfin, la date d'entrée en vigueur de cette obligation, **les autorités françaises souhaiterait s'assurer que le délai de six mois qui serait prévu par le projet de règlement révisé concerne la création du registre** et non une échéance maximale à compter de laquelle l'outil doit être opérationnel (la Commission précisant, par ailleurs, que le recours au système de déclaration préalable demeurera en vigueur tant que le registre ne couvrira pas trois exercices fiscaux). Elles souhaitent, enfin, également vérifier que l'obligation d'alimentation du registre ne s'imposerait qu'à compter de la date de création de ce dernier.

### **3. La modification des modalités de calcul de l'équivalent subvention-brut (ESB) pour les aides consistant en des prêts**

Les compléments suivants sont demandés concernant le calcul d'ESB pour les aides consistant en des prêts :

« si l'équivalent-subvention brut a été calculé sur la base du taux de référence applicable au moment de l'octroi de l'aide, **en tenant compte de la maturité et du taux d'intérêt du prêt, ainsi que la majoration à apporter au taux EURIBOR publié par la Commission en fonction de la notation de l'entreprise (en points de base), le taux de défaut annuel en fonction de la notation de l'entreprise, la cotation de l'entreprise, ainsi que le niveau de sûreté pris en collatéral du prêt** ».

« Dans le cas des grandes entreprises, le bénéficiaire devra se trouver dans une situation comparable à une notation de crédit d'au moins B- **au sens du règlement d'exécution (UE) 2021/2006 du 16 novembre 2021 définissant des normes techniques d'exécution modifiant le règlement (UE) 2016/1800** »

En effet, les autorités françaises considèrent que la méthode de calcul de l'ESB des aides consistant en des prêts prévue à l'article 4, paragraphe 3, point c) du règlement de minimis est trop succincte pour être directement applicable par les Etats membres. La formule ne prend, en effet, pas en compte certaines variables essentielles à un juste calcul de l'ESB, à savoir la maturité du prêt (incluant les franchises possibles), le taux d'intérêt du prêt, la majoration à apporter au taux EURIBOR publié par la Commission en fonction de la notation de l'entreprise (en points de base), le taux de défaut annuel en fonction de la notation de l'entreprise, la cotation de l'entreprise, ainsi que le niveau de sûreté pris en collatéral du prêt.

Aussi, elles estiment que la formule du règlement est financièrement et économiquement incomplète et qu'elle ne rend pas possible le versement d'aides (par exemple : soutien de la trésorerie en faveur d'entreprises). Le règlement de minimis révisé devrait ainsi prévoir une méthode de calcul propre aux aides aux liquidités, afin de permettre aux Etats membres de gagner en agilité dans la mobilisation de ces instruments financiers.

Les autorités françaises proposent, par ailleurs, d'inclure à l'article 4 une référence au règlement d'exécution (UE) 2021/2006 du 16 novembre 2021 définissant des normes techniques d'exécution modifiant le règlement (UE) 2016/1800, afin de déterminer si une grande entreprise se trouve dans une situation comparable à une notation de crédit d'au moins B-.

#### **4. La majoration des plafonds pour les régions ultra-périphériques**

L'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne reconnaît les régions ultrapériphériques, leurs spécificités et les « facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement ». La réglementation relative aux aides d'Etat peut par conséquent être adaptée aux RUP en application de cet article.

La Commission, dans sa Communication « Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union » du 3 mai 2022, s'engage à « tenir compte des spécificités de ces régions dans la révision des règlements et des lignes directrices en matière d'aides d'Etat dans tous les secteurs ».

Les conclusions du Conseil du 21 juin 2022, relatives à cette Communication invitent enfin la Commission à « adapter pleinement, ses règles, en particulier celles relatives aux aides d'Etat, à la situation des régions ultrapériphériques » (point 36).

**Les autorités françaises estiment ainsi que la portée de l'article 349 pourrait être mieux traduite dans le règlement de minimis général par une majoration des plafonds pour les RUP.**

Les autorités françaises soulignent les spécificités suivantes des entreprises des RUP :

- D'une part, les entreprises des régions ultrapériphériques sont soumises à des surcoûts, liés directement aux spécificités reconnues par le TFUE. Les caractéristiques suivantes influencent le retour sur investissement des entreprises ultramarines et leur niveau de risque et justifient une adaptation des normes :

- Les économies ultramarines cumulent des niveaux de rémunérations relativement élevés avec un fort taux de chômage ;
- L'éloignement et l'insularité rendent les économies ultramarines dépendantes des transports aérien et maritime, qui augmentent les coûts d'approche ;
- Du fait d'un moindre pouvoir de négociation, les achats d'intrants sont renchérissés pour les entreprises ;
- Les taux du crédit bancaire aux entreprises outre-mer sont supérieurs à ceux pratiqués en métropole.

- D'autre part, les entreprises, du fait de leur éloignement et de leurs spécificités ont un impact moindre sur l'équilibre concurrentiel du marché intérieur.

- La faible taille des marchés est identifiée comme un facteur de désavantage pour la compétitivité des entreprises ultramarines ;
- Le commerce extérieur ne permet d'accroître que marginalement le marché des entreprises ultramarines et est concentré sur un faible nombre de produits ;
- Dans les RUP, les principaux bénéficiaires des règlements de minimis sont le plus souvent des TPE, lesquelles constituent 95% du tissu productif ultramarin. En outre leur structure de coûts est souvent plus élevée et les services qu'elles sont éventuellement susceptibles de fournir aux entreprises exposées à la concurrence extérieure sont renchérissés d'autant, et pénalisent d'autant leur compétitivité.

Dès lors il peut être considéré que la majoration du plafond de minimis aurait un effet très réduit, presque minime, sur la concurrence interétatique.

D'une manière générale, les autorités françaises considèrent que l'incidence des aides de minimis octroyées dans les économies ultramarines est mineure par nature, compte tenu des caractéristiques des marchés sur lesquels opèrent les entreprises et que la majoration du plafond de minimis aurait un effet minime sur la concurrence interétatique.

La particulière croissance des importations ces dernières années témoignant à cet égard de la forte dépendance des économies ultramarines vis à vis de l'extérieur. La faible attractivité pour des nouveaux investissements dans les RUP démontrant quant à elle que la question de l'altération des échanges se pose avec beaucoup moins d'acuité que sur le continent.

Enfin, face à des économies de pays tiers de l'UE qui constituent le bassin géographique de développement des territoires ultramarins et qui pratiquent des coûts salariaux plus bas, les aides de minimis doivent pouvoir accompagner la croissance des entreprises ultramarines.

Aussi, les autorités françaises invitent la Commission à procéder à un rehaussement des plafonds pour les RUP **au profit des entreprises implantées dans les territoires ultramarins.**

**Ce bonus**, fondé sur une moyenne des surcoûts constatés et documentés par la littérature économique<sup>3</sup>, **pourrait être de 20% et s'ajouterait par conséquent au plafond de 300 000€ qu'une entreprise unique peut recevoir par Etat membre sur une période de 3 ans, comme demandé par les autorités françaises.**

## 5. Demandes de clarifications

### ○ Sur l'exclusion des aides à l'exportation

Au vu des règlements actuels et de la jurisprudence européenne, les autorités françaises comprennent que sont interdites les aides à l'exportation et les aides subordonnées à l'utilisation de produits ou services nationaux par préférence aux produits ou services importés. Au considérant 9 du projet, des précisions ont d'ailleurs été apportées à ce sujet (cf. passages soulignés dans le texte reproduit ci-après) :

*(9) Le présent règlement ne doit s'appliquer ni aux aides à l'exportation ni aux aides subordonnées à l'utilisation de biens ou services nationaux par préférence aux produits ou services importés. En particulier, il convient d'exclure de son champ d'application les aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution dans d'autres États membres ou dans des pays tiers. La Cour de justice de l'Union européenne a jugé que le règlement (CE) n° 1998/2006 « n'exclut pas toute aide qui pourrait avoir une incidence sur les exportations, mais seulement celles qui ont pour objet direct, par la forme même qu'elles prennent, de soutenir les ventes dans un autre État » (arrêt de la Cour de justice du 28 février 2018, C-518/16, point 55.*

Les autorités françaises sont favorables à la proposition de la Commission européenne d'adapter le considérant relatif aux aides à l'exportation afin de tenir compte de la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en la matière.

Ainsi que l'a rappelé la CJUE, l'interdiction des aides à l'exportation « ne saurait [...] s'interpréter strictement »<sup>4</sup> et ne porte que sur les aides qui sont directement liées aux quantités de produits

---

<sup>3</sup> La Commission a été destinataire de plusieurs études portant évaluation et quantification des surcoûts liés à l'ultrapériphéricité, dont l'étude du cabinet LENGREND de 2016. Ces études servent notamment de support aux travaux de notification des régimes d'aides au fonctionnement.

<sup>4</sup> Arrêt de la Cour de justice du 28 février 2018, ZPT AD/Narodno sabranie na Republika Bulgaria e.a., C-518/16, ECLI:EU:C:2018:126, point 51.

exportés<sup>5</sup>. Il paraît nécessaire de tenir compte de cet arrêt de la Cour dans le cadre de la révision tant dans le considérant initialement proposé par la Commission dans son projet qu'au sein de l'article y afférant.

En outre, les autorités françaises estiment que les aides visant à couvrir les coûts relatifs à la défense et ou à la promotion des langues officielles des Etats membres, au même titre notamment que les coûts de participation à des foires commerciales, ne constituent généralement pas des aides à l'exportation.

La Commission pourrait-elle fournir des exemples concrets de mesures d'aide n'ayant qu'une *incidence sur les exportations*, et qui pourraient conséquemment, être couvertes par le règlement de minimis ?

Par ailleurs, pour être en cohérence avec la première phrase du considérant 9, les autorités françaises proposent d'ajouter les termes « ou service » à la deuxième phrase :

« Les aides visant à couvrir les coûts de participation à des foires commerciales ou le coût d'études ou de services de conseil nécessaires au lancement d'un nouveau produit **ou service** ou au lancement d'un produit **ou service** existant sur un nouveau marché dans un autre Etat membre ou dans un pays tiers ne constituent généralement pas des aides à l'exportation. »

- Considérant 15 et article 2.5 du projet

Quelle est la portée/l'objet de l'introduction de la notion de « subventions en espèces » ?

En effet, et sauf erreur de notre part, cette expression « en espèces » ne figure dans aucun texte européen relatif aux aides d'Etat.

- Sur les amendements apportés à la notion d' « entreprise » dans le projet en consultation : le considérant 4 du projet (cf. segment de phrase souligné ci-après) précise que désormais : « *[on] entend par «entreprise», aux fins des règles de concurrence énoncées dans le traité, toute entité, qu'elle soit une personne physique ou une personne morale* ».

Cette précision (personne physique et morale) est conforme aux positions des instances européennes. Afin de déterminer à quel moment précis il convient de considérer qu'une personne physique devient une « entreprise » au sens de la réglementation des aides d'Etat, les autorités françaises souhaiteraient la confirmation des points suivants :

- Confirmation que la participation d'une personne physique à des sessions d'information ou de formation générale en amont de la création d'entreprise est bien hors champ du droit des aides d'Etat ;
- Confirmation qu'un accompagnement sous forme de conseils individualisés en amont de la création d'entreprise tombe dans le champ des aides d'Etat ?

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, point 56.

## Annexe 1 – propositions de modifications

### 1. Considérants et dispositions relatives aux plafonds

Considérant (3) : « Il convient de porter le plafond des aides de minimis qu'une entreprise unique peut recevoir par État membre sur une période de trois ans à ~~300 000 275 000~~ EUR. Ce plafond reflète l'inflation qui a été observée depuis l'entrée en vigueur du règlement (UE) n° 1407/2013 et l'évolution probable attendue au cours de la période de validité du présent règlement. Ce plafond est nécessaire pour faire en sorte que toute mesure entrant dans le champ d'application du présent règlement puisse être considérée comme n'affectant pas les échanges entre États membres et ne faussant pas ou ne menaçant pas de fausser la concurrence. **Dans les régions ultrapériphériques, en vertu de l'article 349 TFUE et dans le cadre du suivi de la Communication de la Commission sur les régions ultrapériphériques du 3 mai 2022 et des conclusions du Conseil qui s'y rapportent du 21 juin 2022, ce montant est majoré de 20%.** ».

Considérant (5) : « Afin de tenir compte de la taille moyenne réduite des entreprises exerçant des activités dans le secteur du transport de marchandises par route et de l'inflation qui a été observée depuis l'entrée en vigueur du règlement (UE) n° 1407/2013, ainsi que de l'évolution probable attendue au cours de la période de validité du présent règlement, il convient de porter le plafond à ~~200 000 137 500~~ EUR pour les entreprises exerçant des activités de transport de marchandises par route pour compte d'autrui ».

Considérant (16) : « ... Les prêts qui sont garantis par des sûretés couvrant au moins 50 % de leur montant et qui n'excèdent pas soit ~~2 000 000 1 375 000~~ EUR et une durée de cinq ans, soit ~~1 000 000 687 500~~ EUR et une durée de dix ans, peuvent être considérés comme ayant un équivalent-subvention brut ne dépassant pas le plafond de minimis, ainsi que le montre l'expérience acquise par la Commission et compte tenu de l'inflation qui a été observée depuis l'entrée en vigueur du règlement (UE) n° 1407/2013 et de l'évolution probable au cours de la période de validité du présent règlement. Vu les difficultés à déterminer l'équivalent-subvention brut des aides octroyées à des entreprises susceptibles de ne pas pouvoir rembourser le prêt, cette règle ne devrait pas s'appliquer à de telles entreprises ».

Considérant (18) « ... Cette règle ne doit pas s'appliquer aux garanties portant sur des opérations sous-jacentes qui ne constituent pas des prêts, comme les garanties portant sur des opérations en capital. Lorsque: i) la garantie n'excède pas 80 % du prêt sous-jacent, ii) le montant garanti n'excède pas ~~3 000 000 2 062 500~~ EUR et iii) la durée de la garantie n'excède pas cinq ans, la garantie doit être considérée comme ayant un équivalent-subvention brut ne dépassant pas le plafond de minimis. Il en va de même lorsque: i) la garantie n'excède pas 80 % du prêt sous-jacent, ii) le montant garanti n'excède pas ~~1 500 000 1 031 250~~ EUR et iii) la durée de la garantie n'excède pas dix ans ».

Article 3, paragraphe 2 : « Le montant total des aides de minimis octroyées par État membre à une entreprise unique ne peut excéder ~~300 000 275 000~~ EUR sur une période de trois exercices fiscaux

Le montant total des aides de minimis octroyées par État membre à une entreprise unique exerçant des activités de transport de marchandises par route pour compte d'autrui ne peut excéder ~~200 000 137 500~~ EUR sur une période de trois exercices fiscaux. (...) ».

**Dans les régions ultrapériphériques, ce montant est majoré de 20%.** ».

Article 4, paragraphe 3 : « Les aides consistant en des prêts sont considérées comme des aides de minimis transparentes (...):

- (b) si le prêt est garanti par des sûretés couvrant au moins 50 % de son montant et que le prêt s'élève soit à ~~2 000 000 1 375 000~~ EUR (ou ~~1 000 000 687 500~~ EUR pour les entreprises exerçant des



activités de transport de marchandises par route) sur cinq ans, soit à 1 000 000 687 500 EUR (ou 500 000 343 750 EUR pour les entreprises exerçant des activités de transport de marchandises par route) sur dix ans; si le prêt est inférieur à ces montants ou est consenti pour une durée inférieure à, respectivement, cinq ou dix ans, son équivalent-subvention brut équivaut à la fraction correspondante du plafond applicable fixé à l'article 3, paragraphe 2; ou

- (c) si l'équivalent-subvention brut a été calculé sur la base du taux de référence applicable au moment de l'octroi de l'aide ».

Article 4, paragraphe 6 : « Les aides consistant en des garanties sont considérées comme des aides de minimis transparentes (...) :

(b) si la garantie n'excède pas 80 % du prêt sous-jacent et que, soit le montant garanti s'élève à 3 000 000 2 062 500 EUR (ou 1 031 250 EUR pour les entreprises exerçant des activités de transport de marchandises par route) et la durée de la garantie est de cinq ans, soit le montant garanti s'élève à 1 500 000 1 031 250 EUR (ou 750 000 515 625 EUR pour les entreprises exerçant des activités de transport de marchandises par route) et la durée de la garantie est de dix ans; »

Article 4, ajout d'un paragraphe 8 :

« 8. Dans les régions ultrapériphériques, les montants mentionnés dans le présent article sont majorés de 20%. »

## 2. Considérants et dispositions relatives au registre central obligatoire

### Considérant (21) :

« Pour se conformer à cette obligation, les États membres doivent fournir des informations complètes sur les aides de minimis octroyées dans un registre tenu au niveau de l'Union ou au niveau national et vérifier que tout nouvel octroi d'aide n'excède pas le plafond applicable. »

### Article 6 :

- **Suppression du paragraphe 2 :** « Les États membres veillent à ce qu'un registre central des aides de minimis contenant des informations complètes sur toutes les aides de minimis octroyées par toute autorité de l'État membre concerné soit mis à disposition. Le registre central des aides de minimis est créé dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement. Le registre central des aides de minimis doit être mis en place de manière à permettre un accès aisé aux informations. Les informations doivent être publiées sous la forme d'un tableur non propriétaire rendant possibles la recherche, l'extraction, le téléchargement et la publication aisée des données sur l'internet, par exemple au format CSV ou XML. Le registre central des aides de minimis doit être accessible via un site web sans aucune restriction, telle que l'enregistrement préalable des utilisateurs. Les États membres peuvent aussi fournir des informations complètes sur toutes les aides de minimis octroyées par toute autorité de l'État membre concerné dans un registre au niveau de l'Union. Le paragraphe 1 cesse de s'appliquer à partir du moment où les informations du registre central couvrent une période de trois exercices fiscaux. »
- **Suppression du paragraphe 4 :** « Les États membres publient les informations suivantes dans le registre central des aides de minimis au niveau de l'Union ou au niveau national: identification du bénéficiaire<sup>20</sup>, montant de l'aide, date d'octroi, autorité chargée de l'octroi, instrument d'aide et secteur concerné sur la base de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne («nomenclature NACE»)<sup>21</sup>. »

### 3. Dispositions relatives aux modalités de calcul de l'équivalent subvention-brut (ESB) pour les aides consistant en des prêts

**Article 4, paragraphe 3 :** « Les aides consistant en des prêts sont considérées comme des aides de minimis transparentes:

(a) si le bénéficiaire ne fait pas l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou ne remplit pas, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions pour faire l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers. Dans le cas des grandes entreprises, le bénéficiaire devra se trouver dans une situation comparable à une notation de crédit d'au moins B- **au sens du règlement d'exécution (UE) 2021/2006 du 16 novembre 2021 définissant des normes techniques d'exécution modifiant le règlement (UE) 2016/1800;** et

(...)

(c) si l'équivalent-subvention brut a été calculé sur la base du taux de référence applicable au moment de l'octroi de l'aide, **en tenant compte de la maturité et du taux d'intérêt du prêt, ainsi que la majoration à apporter au taux EURIBOR publié par la Commission en fonction de la notation de l'entreprise (en points de base), le taux de défaut annuel en fonction de la notation de l'entreprise, la cotation de l'entrepris, ainsi que le niveau de sûreté pris en collatéral du prêt** ».

**Article 4, paragraphe 6 :** « Les aides consistant en des garanties sont considérées comme des aides de minimis transparentes:

(a) si le bénéficiaire ne fait pas l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou ne remplit pas, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions pour faire l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers. Dans le cas des grandes entreprises, le bénéficiaire devra se trouver dans une situation comparable à une notation de crédit d'au moins B- **au sens du règlement d'exécution (UE) 2021/2006 du 16 novembre 2021 définissant des normes techniques d'exécution modifiant le règlement (UE) 2016/1800;** et... ».

### 4. Proposition de clarification concernant l'exclusion des aides à l'exportation

**Considérant (9) :**

(9) Le présent règlement ne doit s'appliquer ni aux aides à l'exportation ni aux aides subordonnées à l'utilisation de biens ou services nationaux par préférence aux produits ou services importés. En particulier, il convient d'exclure de son champ d'application les aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution dans d'autres États membres ou dans des pays tiers. La Cour de justice de l'Union européenne a jugé que le règlement (CE) n° 1998/2006 « n'exclut pas toute aide qui pourrait avoir une incidence sur les exportations, mais seulement celles qui ont pour objet direct, par la forme même qu'elles prennent, de soutenir les ventes dans un autre État » (arrêt de la Cour de justice du 28 février 2018, C-518/16, point 55. **A cet égard, la Cour précise qu'une aide, « à condition qu'elle ne soit pas, sous une forme ou une autre, déterminée, dans son principe et dans son montant, par la quantité de produits exportés, n'est pas au nombre des « aides en faveur d'activités liées à l'exportation » »** »

*Les aides visant à couvrir les coûts de participation à des foires commerciales ou le coût d'études ou de services de conseil nécessaires au lancement d'un nouveau produit ou service ou au lancement d'un produit ou service existant sur un nouveau marché dans un autre État membre ou dans un pays tiers ou les coûts relatifs à la défense ou à la promotion des langues officielles des États membres ne constituent généralement pas des aides à l'exportation. »*

*Article premier*

*1. Le présent règlement s'applique aux aides octroyées aux entreprises dans tous les secteurs, à l'exception :*

*a) (...)*

*d) Des aides en faveur d'activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres, c'est-à-dire des aides déterminées, dans leur principe et dans leur montant, par la quantité de produits exportés directement liées aux quantités exportées et des aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation ;*

<sup>i</sup> Arrêt de la Cour de justice du 28 février 2018, ZPT AD/Narodno sabranie na Republika Bulgaria e.a., C-518/16, ECLI:EU:C:2018:126, point 56.

## Annexe 2 - Méthodologie d'actualisation du seuil de minimis

Il est actuellement reconnu par la Commission Européenne que « *les aides n'excédant pas un plafond de 200 000 EUR sur une période de trois ans n'affectent pas les échanges entre Etats membres et/ou ne faussent pas ou ne menacent pas de fausser la concurrence, et ne tombent pas, par conséquent, sous le coup de l'article [107], paragraphe 1, du traité* ».

*Ce seuil adopté en tenant compte de l'inflation et du PIB dans l'Union pour la période 2007-2013 n'a pas été revu depuis 2006. Aussi, la Commission via une consultation dans le cadre du réexamen du règlement de minimis général (règlement (UE) n° 1407/2013) envisage, de réviser ce seuil afin qu'il tienne compte de l'inflation pour la période 2014-2030.*

L'actualisation du seuil de 200 000 EUR revient à appliquer la formule suivante au seuil :

$$Seuil^{2023} = Seuil^{2006} * (1 + \text{taux de référence})^{2030-2013}$$

Pour se faire, il convient de déterminer la méthode adéquate pour estimer le taux de référence.

**En se référant aux attentes de la Commission, l'actualisation du seuil de *minimis* doit intégrer l'inflation observée et anticipée dans l'UE sur la période 2014-2030.**

Le graphique suivant montre l'évolution de cette variable sur la période 2014-2030.

En moyenne, il est attendu sur la période 2014-2030 (cf. détails page 2) un taux d'inflation annuel moyen d'environ 2.38%.

Actualiser le seuil selon les modalités prévues par la Commission conduit aux seuils suivants, en considérant la dynamique d'inflation observée et anticipée entre 2014 et 2030.

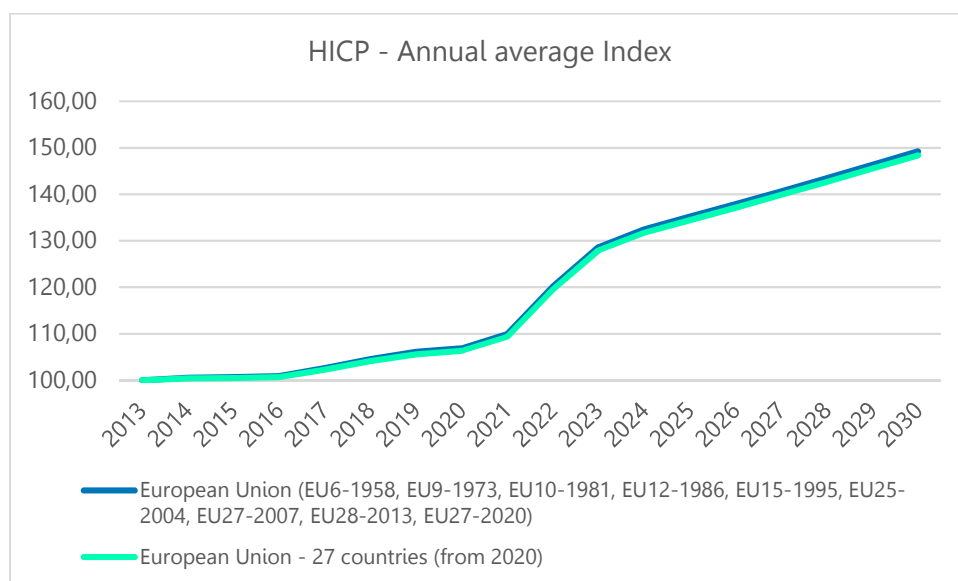
$$1. \quad Seuil^{2023} = 200\,000 * (1 + 2,38\%)^{2030-2013}$$
$$Seuil^{2023} = 298323$$

**Compte tenu des hypothèses conservatrices relatives à l'inflation à partir de 2025 (choix de la cible d'inflation de 2% de la BCE), nous préconisons un seuil à 300 000 EUR.**

### Complément Méthodologique

- Inflation – 2014-2030

Figure 1 Evolution de l'inflation de 2013 à 2030 en UE (Indice)



Sources : Eurostat – taux d’inflation annuels observés de 2013 à 2021, Commission Européenne – Prévisions publiées en novembre 2022 des taux d’inflation entre 2022 et 2024<sup>6</sup>. Les taux d’inflation annuels de 2025 à 2030 sont fixés à la cible de 2% de la BCE.

<i>Année</i>	<b>Prévisions Novembre 2022 – Taux d’inflation annuel moyen</b> <i>Source : Commission Européenne - UE</i>
2022	9,3%
2023	7%
2024	3%
2025-2030	2% (cible de la BCE)
<b>Taux de variation annuel moyen 2013-2030</b>	<b>2,38%</b>

<sup>6</sup> [Autumn 2022 Economic Forecast: The EU economy at a turning point \(europa.eu\)](https://economy.finance/eu/economy/economic-forecast/autumn-2022-economic-forecast-the-eu-economy-at-a-turning-point)